



PROSPECTIVE
COOPERATION
laboratoire d'idées

Qui sommes-nous ?

Association fondée par des chercheurs et des professionnels de la coopération internationale, Prospective et Coopération vise à **promouvoir des politiques et des pratiques innovantes**. Cette initiative souhaite répondre à **des politiques de développement en reconfiguration dans un monde caractérisé par la multi-polarisation et la montée en puissance des opérateurs et des experts des Sud**.

Le Laboratoire d'idées

Le Laboratoire d'idées a d'abord pour mission de créer des passerelles entre universitaires, chercheurs et enseignants de différentes disciplines et institutions de recherches, entre opérationnels et opérateurs de développement, entre différents pays des Nords et des Suds. Il est :

- Un lieu pour interroger le sens du développement et de la coopération,
- Un outil de diffusion des savoirs et des idées,
- Un espace d'influence sur les pratiques et les politiques du développement.



Le cycle des ateliers-débats

Prospective et Coopération organise pour l'année 2015 un cycle de 3 ateliers-débats qui se clôturera par un séminaire de synthèse.

Les ateliers-débats visent à initier une réflexion collective sur le champ de la coopération internationale et de l'aide au développement. Cette réflexion souhaite s'articuler cette année autour de la question des **pratiques professionnelles et scientifiques comme projet politique**.

En effet, la notion de développement a ceci de particulier qu'elle fait l'unanimité depuis soixante ans sur tous les continents à une seule condition : qu'elle ne soit pas définie. Cette polysémie ambivalente permet à des idéologies ultra-libérales, marxistes, productivistes ou décroissantes de se côtoyer sous un même terme. Elle sert ainsi à recouvrir d'un voile pudique, dans l'enceinte des organisations internationales, les contradictions et les divergences au sein du système économique et politique mondial. Et elle déplace les enjeux et les conflits sur d'autres terrains, en particulier ses terrains d'application concrète, où l'idéologie ressurgit nécessairement dans les choix et les actions qui sont posés. Enfin, elle dépolitise souvent les enjeux derrière une approche techniciste et economiciste qui s'impose de l'extérieur par différents biais : financements internationaux liées à des conditionnalités et des méthodologies normatives non débattues, importations de techniques et connaissances culturellement marquées etc.

Toutefois, malgré ces différentes limites polysémiques de la notion de développement, pris à une échelle réduite, des dynamiques sociales et politiques constructives ou polémiques se mettent en place et constituent un élément clé de la résilience du système économique mondial.

La coopération internationale et l'aide publique au développement sont donc des notions éminemment politiques dont les fondements idéologiques ne sont que rarement questionnés et explicités dans les cadres professionnels de la mise en œuvre de projets de développement : Agences nationales et internationales, opérateurs et ONG. Ces notions sont très souvent brandies comme des absolus objectifs dont la poursuite serait unanimement reconnue comme inhérente à la recherche du Progrès et des Lumières. A l'aune de la remise en cause postcoloniale de la doxa occidentale et des conséquences négatives de la mondialisation en ce début de XXI^{ème} siècle (accroissement des écarts de richesse et de dépendances, impact écologique et changement climatique), dans un contexte de réajustement des équilibres de pouvoir entre acteurs internationaux (Etats-Unis, Chine, Russie, Brésil, ONU, UE, multinationales et société civiles), **une réflexion croisée entre acteurs constitue une opportunité d'actualisation des concepts et des enjeux et de redéfinition des positionnements idéologiques de chacun**.

Un cycle de 3 ateliers-débats doit permettre de poser les questions suivantes :

Quelle dimension politique est-elle sous-jacente aux pratiques professionnelles et scientifiques de la coopération pour le développement ? Quels rapports de pouvoir implique-t-elle ? De quels mécanismes de régulation fait-elle usage ? L'usage de l'implicite et du non-dit est-elle une stratégie consensuelle pour permettre à des acteurs idéologiquement très divers de collaborer ? Est-ce une stratégie nécessaire ou est-elle contre-productive ? Doit-elle être remise en cause et selon quelles modalités ? Doit-elle être préservée pour construire des projets pragmatiques et diversifiés ?

Programme 2015 des ateliers débat

Cette question transversale des **pratiques professionnelles et scientifiques comme projet politique** sera abordée dans un cycle d'ateliers-débats au travers de trois thématiques de recherche et pistes de travail sur la coopération au développement autour desquelles s'articule un programme d'activités pour les mois à venir :

1.- Juin 2015 : Le travail en réseaux et l'innovation sociale, professionnelle et politique : trop de réseau tue le réseau ?

2.- Octobre 2015 : L'entreprise et la RSE comme acteur du développement : enjeux et perspectives

3.- Décembre 2015 : L'impact social de la Recherche pour le Développement : Regards croisés entre chercheurs et professionnels du développement

4.- Janvier 2016 : Séminaire de synthèse : les nouveaux sentiers à défricher de la coopération au développement.

Pour chaque atelier, un panel réunissant chercheurs académiques, représentants de la société civile, praticiens de la coopération internationale et représentants de pouvoirs publics, est invité à prendre la parole en ouverture de débat.

ATELIER-DÉBAT #1

« Le travail en réseaux et l'innovation sociale, professionnelle et politique : trop de réseau tue le réseau ? »

Vendredi 19 juin 2015

Horaire : 14h 18h

Lieu : Marseille

Villa Méditerranée

La promotion des réseaux n'est pas nouvelle dans le secteur de la coopération internationale et de l'aide au développement mais les progrès réalisés dans le domaine des TIC ont considérablement transformé les modes de fonctionnement des plateformes, forum et autres initiatives reposant sur l'articulation d'intérêts partagés.

Si la formalisation des réseaux a longtemps été justifiée par le besoin de repolitiser des activités devenues trop techniques avec la professionnalisation progressive des acteurs de la coopération et du développement, ce n'est sans doute plus le cas aujourd'hui. La multiplication des espaces d'expression et la généralisation de l'usage des réseaux sociaux, personnels ou professionnels, change considérablement la façon dont l'action collective se concrétise.

Alors que l'étude de la notion de réseau mettait en évidence deux logiques, complémentaires, la logique-projet et la logique-processus, il est intéressant de questionner cette approche à la lumière des pratiques liées aux TIC. Quelle est la valeur ajoutée, aujourd'hui, d'un réseau formalisé ? Les réseaux sociaux suffisent-ils à entretenir un fondement politique aux actions de développement ?

Comment aborder les questions traditionnelles que pose le travail en réseau : un réseau n'est-il rien d'autre qu'une nouvelle entité ? Risque-t-il de rentrer en concurrence avec ses membres ? Comme assurer son financement ? Quelle gouvernance peut encourager le partage des responsabilités ? Comment échapper au risque du consensus mou ?

Au projet et au processus, ne devons-nous pas rajouter un côté spontané, difficilement contrôlable, chaque membre du réseau pouvant, grâce aux TIC, créer le buzz à tout moment sur ses propres réseaux ?

Comment faire en sorte que le projet et les outils nourrissent et renforcent le processus ? Quelles perspectives sont-elles ouvertes par les TIC ? Les conditions technologiques et culturelles d'accès aux TIC sont-elles prises en compte dans les projets de développement ?

La multiplication des réseaux à tous les niveaux de notre quotidien a-t-elle un effet sur les consciences politiques ?

Ces débats s'appuieront sur cinq études de cas spécifiques.

Intervenants :

- Benjamin BUCLET (Centre de Recherche et d'Expertise sur l'Education et le Développement, CREED) : « *La société civile organisée en réseaux : une étude de cas pan-amazonienne* »
- Cécile ELIZALDE (Territoires Solidaires, réseau des acteurs de la Solidarité Internationale en région PACA) et Catherine SIMO (Commission Méditerranée de Cités et Gouvernements Locaux Unis-CGLU) : « *Du local au mondial, à quels besoins le réseau répond-t-il ?* »
- Marc MERCIER (Réseau EuroMed France) : « *Comment devenir grand sans devenir gros ? Solidarités sur un territoire et réseau pluriacteurs : construire du sens collectif* »
- Antoine BRICOUT (Institut de Recherche pour le Développement-IRD, Programme d'Appui à la Recherche en Réseau en Afrique- PARRAF) : « *Le travail de recherche en réseau, spécificités et engagement politique dans le domaine scientifique* »

Modérateur :

- Marc LESCAUDRON (Prospective et Coopération)

ATELIER-DÉBAT #2

« *L'entreprise et la RSE comme acteur du développement : enjeux et perspectives* »

Octobre 2015

Horaire : 14h - 18h

Lieu : Paris

Coordination Sud ou Université (à confirmer)

A l'heure de la généralisation de la notion de Responsabilité Sociale des Entreprises, dans un contexte économique et politique de libéralisation des marchés et de recentrage de l'Etat sur ses prérogatives régaliennes et de retrait de sa responsabilité sur de larges secteurs de la société, **comment peut-on réfléchir le rôle des entreprises dans le développement et la coopération internationale ?**

Dans l'ensemble dialectique Etat garant du bien public/société civile non marchande organisée pour défendre l'intérêt général et assurer des missions de délégation de service public, comment s'inscrivent les acteurs marchands moteurs de l'économie ? Quelle place occupent-ils de fait ou de droit ? Leur responsabilité sociale se limite-t-elle aux mécanismes de financement de projets charitables (fondations, fonds de dotation, mécénat) ou implique-t-elle également les impacts de leurs activités sur l'ensemble de la société ? Comment s'articulent-ils avec les autres acteurs ? Quels bénéfices réciproques en tirent-ils et quelles limites peut-on observer à ces bénéfices d'un point de vue global ?

Enfin, **d'un point de vue politique et citoyen**, comment se construisent aujourd'hui la légitimité et la crédibilité des acteurs privés, société civile associative non-marchande et entreprise marchande, dans la sphère de la défense et de la gestion des biens publics de plus en plus mondiaux ? Ces constructions sociales sont-elles comparables, complémentaires ou opposées ?

Ces débats s'appuieront sur deux ou trois cas spécifiques.

ATELIER-DÉBAT #3

« *L'impact social de la Recherche pour le Développement : Regards croisés entre chercheurs et professionnels du développement* »

Décembre 2015

Horaire : 14h - 18h

Lieu : Marseille

IRD (à confirmer)

Le champ du développement est depuis quelques années travaillé par une tendance forte, inscrite dans les politiques publiques mais également et plus largement, dans les attentes des personnes elles-mêmes et des associations qui les regroupent : croiser les perspectives des personnes concernées, des professionnels et des chercheurs pour mieux développer une recherche inclusive, respectueuse des meilleurs standards scientifiques autant que des potentiels de contribution des personnes aux recherches qui les concernent.

Ce mouvement de fond fait évoluer en retour les champs concernés et, les pratiques tant des chercheurs (CH) que celles des « experts du développement » (ED), voire celles des personnes ciblées par les actions du développement (PCD).

En premier lieu, l'intensification des rencontres « chercheurs –experts du développement » a un double avantage. D'une part, elle instruit nos collègues chercheurs du Sud et parfois du Nord à la pratique de la haute expertise spécialisée, utile quand les nécessités économiques personnelles et institutionnelles l'imposent. D'autre part, elle affine l'outillage procédural des ED par les plus récentes réflexions et démarches résultant des travaux de recherche.

De même, l'organisation de rencontres régulières entre les PCD, les chercheurs et les ED autorisent les ajustements profitables à tous, pour la précision des données de recherche, pour celle des procédures des expertises et pour l'efficacité de l'action auprès des populations qui sont consultées sur leurs pratiques, leur contraintes et stratégies techniques, économiques et sociales.

Cependant l'évolution vers une participation plus active ne saurait vivre d'elle-même. Elle réclame un soutien effectif, une conviction plus largement diffusée dans les communautés de chercheurs et de professionnels. Cette implication des personnes concernées doit être inscrite de manière volontariste au sein des programmes de recherche, ceux animés par une volonté nationale autant que ceux d'équipes locales. **Il est plus que temps de voir les disciplines scientifiques et ceux qui les font vivre se laisser questionner par la société civile.**

C'est dans cette perspective que ce débat amènera les participants à interroger les recherches présentées pour aller vers « **une socialisation de la recherche** ». Soit, pour le dire autrement : pour penser de manière inclusive la structuration des actions de recherche, au service de la société, plus directement, des PCD, ainsi que de tous ceux qui les accompagnent, professionnels ED.

La préoccupation pour l'interdisciplinarité réellement pluraliste (entre disciplines scientifiques, entre chercheurs et entre professionnels et usagers) sera donc au cœur des discussions.

Ces débats s'appuieront sur deux ou trois cas spécifiques.

SEMINAIRE DE SYNTHESE

« *Les nouveaux sentiers de la coopération au développement* »

Janvier 2016

Horaire : 14h-18h

Lieu : Marseille

AMU ou IRD (à confirmer)

L'objectif de cette rencontre est de présenter les points saillants issus des trois précédents ateliers-débat afin de les articuler ensemble et autour de la question transversale des **pratiques professionnelles et scientifiques comme projet politique**. Il doit permettre de dégager les thématiques de recherche et les pistes de travail qui mériteront des approfondissements.

Ainsi, nous formulerons ensemble les bases de notre programme d'activités autour de la coopération au développement pour l'année 2016. Celui-ci pourra se décliner en résumés écrits sous forme de *Policy notes*, en un nouveau cycle de réflexion (atelier-débats, séminaire international) ou en projets de recherche plus ambitieux.